

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

P

P R E S S E
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 20.05.2019

Directeur de publication : Stéphane BRIAULT - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s, cher
-e-s camarade-s,

Dernière ligne droite :

Il nous reste quelques jours pour nous motiver et convaincre les indécis : nos proches, nos voisins, d'aller voter pour qu'enfin cette Europe change.

Alors que le gouvernement a fait des annonces sur la synthèse des grands débats, il n'en ressort aucune proposition concrète pour les citoyens de notre pays. Ce n'est pas le remboursement de la hausse des quatre premiers mois de CSG pour les retraités les plus modestes, et la baisse d'impôt sur le revenu des plus pauvres (quelques euros par mois), qui vont réduire la fracture sociale de notre pays (une annonce qui arrive juste avant les élections Européennes du 26 mai ?).

Ceci sera loin de compenser la flambée des prix du carburant, les hausses du gaz et de l'électricité annoncées pour les mois à venir, le durcissement du contrôle technique sur les véhicules diesel..... Pendant ce temps, on ne prendra pas un euro de plus aux plus riches, pas de rétablissement de l'ISF. Il faudra bien trouver de l'argent ailleurs ou faire des économies sur nos services publics, mais ça c'est déjà annoncé.

Pour notre département, déjà trop sinistré par la perte de nos emplois industriels, et par la disparition de nombreux services publics (suppression de poste d'enseignants, fermeture de perceptions, suppression de bureaux de postes, fermeture de lignes SNCF), sans oublier la santé (on annonce d'ores et déjà la suppression de 53 lits à l'Hôpital de Guéret),

La fermeture

d'autres perceptions et la disparition de classes dans nos écoles creusoises.

C'est dans ce contexte politique que se déroule la campagne électorale. Ce sont toujours les mêmes invités sur les plateaux de télévision. Une fois de plus les français n'auraient pas d'autre choix que l'Europe Ultra Libérale de Macron ou l'Europe des fachos.

On ne va pas nous faire le coup à chaque fois, de refaire le deuxième tour des présidentielles !!!

Avec une pléthore de listes difficiles pour les électeurs peu politisés : bien difficile de s'y retrouver. Mais notre candidat tête de liste Ian BROSSAT et ses colistiers font une campagne de terrain exemplaire et progressent dans les sondages. Lors du débat sur France 2, les médias ont été obligés de reconnaître que nous avons un bon candidat....

Depuis plus de quarante ans, les députés communistes Européens n'ont jamais trahi leurs électeurs, ils n'ont jamais voté les traités libéraux qui mettent les peuples en concurrence, ni les directives européennes qui contribuent à la casse de nos services publics, ni un seul traité de libre échange agricole mettant nos agriculteurs en concurrence déloyale.

Pour une meilleure distribution des richesses :

Il faut que ça change en France.

Il faut que ça change en Europe

Il faut élire des députés communistes au parlement européen.

Il faut voter pour la liste Ian BROSSAT :

« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent ».

Stéphane BRIAULT

Haftar, l'homme fort de la Libye ou de la CIA ?

Depuis quelques semaines, le chaos qui s'était installé en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 s'est transformé en guerre civile. C'est ainsi que le maréchal Khalifa Haftar, fondateur de « l'Armée nationale libyenne » à Benghazi mène « un coup d'Etat » (selon l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé) contre le gouvernement d'union nationale dirigé, à Tripoli, depuis 2015 par Faëz Sarraj. Ce gouvernement a été installé sous l'égide de l'ONU, par les Etats occidentaux. Ladite ONU reproche, aujourd'hui, à la division de la communauté internationale d'être la cause de ce conflit. En effet, Haftar s'est attiré la sympathie de l'Egypte, l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis et la Russie ; Sarraj, quant à lui, est soutenu, logiquement et en conséquence, par le Qatar, la Turquie et les Frères Musulmans. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne soutiennent un peu les deux et la France qui a favorisé le gouvernement de Sarraj, affirme aujourd'hui, par la voix de J.Y Le Drian qu'Haftar « fait partie de la solution » (sans doute, une illustration de plus du « et en même temps »).



En réalité, le maréchal Haftar, qui se présente comme un rempart contre les seigneurs de la guerre et les djihadistes, semble surtout être le discret bras armé des Etats-Unis et plus précisément de la CIA. En effet, ancien officier de Kadhafi, Haftar a été abandonné par celui-ci au Tchad, après une lourde défaite en 1987. Prisonnier d'Hissène Habré, il a été libéré par les américains puis est parti pour vingt ans aux Etats-Unis où il a séjourné en Virginie, près de Langley, siège de la CIA. Par ailleurs, la politique de D.Trump, qui soutenait le gouvernement de Sarraj, comme B.Obama, a brusquement changé : en 2018, il a, certes, retiré les troupes américaines des théâtres d'opérations, mais a envoyé des éléments des Forces Spéciales près de Benghazi pendant qu'une mission permanente de la CIA s'installait dans la ville. De plus, le président américain a autorisé la CIA à installer une base de drones au Niger dans le but d'effectuer des frappes en Libye (selon des responsables nigériens). Soutenir Haftar, c'est, pour les Etats-Unis, assurer le maintien de la production de pétrole libyen, dans le contexte des sanctions contre l'Iran. Même si le maréchal n'est pas connu pour son respect des droits de l'Homme, les Etats-Unis comptent sur lui. S'il échoue, ils interviendront plus ouvertement, sans doute avec l'accord de la « France atlantiste ».

Alain ROUDIER

Ian BROSSAT à La Souterraine.

La souterraine le 13 avril dernier recevait Ian Brossat - tête de liste de « l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent ». Il était en déplacement en creuse pour débattre des questions de développement industriel et ruralité. Il est arrivé à la gare, où il fut reçu par nos amis cheminots, ceux-ci lui ont fait part de leur lutte pour la défense de la dernière gare du département. Il a rappelé combien la



défense du service public et notamment le rail est une nécessité pour le développement de l'industrie et de l'agriculture dans un département comme le nôtre. Ensuite il a rejoint la salle n° 2 à l'ancienne mairie où l'attendait une centaine de personnes. Dans le public, il y avait des personnes que l'on ne connaissait pas, mais aussi des ami-i-es que l'on avaient perdu-e-s de vu-e-s. Toute cette



présence a fait chaud au cœur. Des salariés de GM&S étaient là aussi. Ils avaient fait le déplacement pour lui exposer leur projet de loi concernant la responsabilisation des donneurs d'ordres vis à vis des sous-traitants. Un débat riche et respectueux s'en est suivi. Tout cela s'est passé dans une ambiance conviviale qui redonne envie de faire de la politique au sens noble du terme. Puis pour le 1^{er} mai, la section de la souterraine était présente sur le terrain pour vendre le muguet. Là, également, nous avons reçu un accueil chaleureux et de riches discussions en toute franchise ont eu lieu.

Oui on peut le dire : il se passe quelque chose autour de cette liste conduite par Ian Brossat.

Alain TEISSEDE

Les services publics et la Fonction publique sont notre bien commun !

De trop nombreux services publics disparaissent sur le territoire national : maternités et hôpitaux, gares, postes, tribunaux, écoles, crèches, EPHAD, mairies, collèges et lycées, agences EDF, perceptions et centres des impôts, CIO, commissariats, gendarmeries, agences de Pôle emploi, caisses de la CPAM, services de l'Etat ... La Caisse des Dépôts et Consignations est soumise aux règles bancaires du privé, l'Aéroport de Paris est en voie d'être privatisé, EDF d'être démembré pour mieux vendre sa partie rentable ... C'est une spoliation des citoyennes et des citoyens qui les ont financé par leurs impôts.

En Creuse, nous en sommes également victimes : transformation de bureaux de poste en agences postales communales, voire transfert de celles-ci vers des commerces ; suppression de liaisons ferroviaires (Paris-Toulouse), voire de ligne (Guéret-Felletin) ; remise en cause de l'activité des hôpitaux et moindre couverture médicale (suppression de lits – évaporation des médecins spécialistes ...) ; fermeture des Trésoreries ...

Les services publics sont essentiels au développement et à l'aménagement du territoire. Leur accès pour toutes et tous, sans discrimination, est facteur de vivre ensemble et vecteurs d'égalités par l'accès aux mêmes droits. Ils sont aussi la première raison d'implantation des entreprises et des investissements réalisés.

La disparition des services publics est une des causes fondamentales, avec l'injustice fiscale, de la mobilisation des gilets jaunes et suscite des ripostes citoyennes locales d'importance alliant usagers, personnels et élu-es.

Au nom du progrès et d'une accessibilité permanente, le gouvernement rend la numérisation via internet obligatoire. Désormais l'informatique au lieu d'aider l'adaptabilité du service public au besoin des usagers, oblige ceux-ci à se plier aux impératifs économiques d'austérité en limitant ses choix et possibilités des contacts et de recours. C'est non seulement une source d'exclusion pour une partie de la population, mais aussi un report du coût et de la responsabilité sur chaque usager qui fait le travail autrefois dévolu aux agents publics.

Le gouvernement, par une série de mesures et de lois (dans la droite ligne des exigences libérales de la commission européenne), toujours présentées avec un vocabulaire trompeur et au nom des usagers, modifie l'architecture complète de notre société et nous engage dans un système où tout doit être « marchandise » : notre santé, notre école, toutes les prestations sociales. L'administration elle-même devrait, selon lui, être assurée par des entreprises privées (banques, GAFAM, sociétés de plateformes clients, gestion des cartes grises des véhicules, etc.).

Tout cela est inscrit noir sur blanc dans le programme Action Publique 2022. Ce serait la fin des services publics nationaux et locaux, de la sécurité sociale, le basculement général d'une société de solidarité vers une société de charité.

Pour suivre cette feuille de route, le projet de loi du gouvernement portant transformation de la fonction publique s'en prend au statut général des fonctionnaires, c'est-à-dire aux missions de l'administration et souhaite la faire adopter en urgence avant l'été.

Les services publics sont un bien commun, ils sont un patrimoine collectif et national. Loin d'être un coût, ils sont un investissement et une richesse pour le présent et pour l'avenir. Les services publics sont aussi garants de la réalisation de la nécessaire transition écologique qu'il serait impensable de laisser au privé, sous le joug des politiques d'austérité et uniquement soucieux de ses profits immédiats Il convient de les reconquérir.

Il faut l'arrêt immédiat du projet de loi 2019 de transformation, des privatisations, des fermetures et la réimplantation des services publics partout.

Il faut, pour créer – ou recréer – et renforcer les collectifs de défense, de développement et de démocratisation des services publics, qu'émerge un mouvement citoyen massif qui doit largement débattre et se mobiliser dans les semaines et les mois à venir.

Faire le choix des services publics c'est faire le choix d'une société qui refuse le « chacun pour soi ».

Pour la Creuse, adaptation libre de la circulaire du 7 mai 2019 de Convergence.

Claude AMEAUME

Agenda :

26/05/19 : Elections Européennes.

08/06/19 - 9h30 - Fédération: « A propos de » : La Chine.

07/09/19 : Fête fédérale - Salle des fêtes de Saint-Sulpice le Guéretois.

1er Mai
Vente du muguet
Bourganeuf . Boussac . Guéret
La Souterraine

